



30 octobre 2014-30 octobre 2016
An 2 de l'insurrection
populaire



Compte rendu du
conseil des ministres
des 26 et 27 octobre
2016 P.6.

*L'information des campus et des centres de recherche pour le monde,
 L'information du monde pour les campus et les centres de recherche*



Sciences-Campus Info

Science - Politique - Education - Société - Economie

Quotidien n°193 du dimanche 30 octobre 2016 / Tél: +226 76 60 97 21/+226 25 37 36 39 BURKINA FASO

Quotidien numérique

- **Jobs Campus.** P. 12.
- **Activités du gouvernement.** P.6.

FOCUS SIAO 2016

Lucarne sur le SIAO 2016

Région du Centre



Le salon international de l'artisanat de Ouagadougou a ouvert ses portes, le vendredi 28 octobre 2016. A cette 14ème édition de la biennale, environ 3000 artisans, 250 acheteurs professionnels et 27 pays sont au rendez-vous.

Notre équipe de rédaction s'est entretenue avec le Directeur Général de l'agence pour la promotion des exportations du Burkina (APEX), Monsieur Issa Benjamin BAGUIAN qui pour l'occasion dispose d'un stand sur le site du SIAO.

Stand d'exposition de l'APEX au SIAO.

ESPACE RÉSERVÉ POUR VOS ANNONCES

+226 72 08 03 03



Lucarne sur le SIAO 2016



Monsieur Issa Benjamin BAGUIAN, Directeur Général de l'APEX.

Les impressions sur la 14ème Edition du Salon ...

« L'impression que j'ai par rapport à ce salon, c'est qu'il y'a beaucoup d'attentes. Des attentes fortes. Ces attentes, c'est faire en sorte que tous ceux qui sont là avec des produits qui ont été sélectionnés puissent rencontrer les acheteurs professionnels et montrer les potentialités de l'artisanat africain, burkinabè et pouvoir conquérir des marchés porteurs. Ce SIAO se déroule dans un contexte un peu difficile avec des questions sécuritaires mais nous pensons que pour ces questions, le gouvernement a pris les mesures pour assurer cette sécurité et permettre aux participants, aux acheteurs étrangers

de participer en toute sécurité. ».

Les attentes de l'APEX...

« C'est que le Burkina Faso qui est pays organisateur puisse tirer le maximum de profits pour accompagner les exportateurs, les producteurs artisanaux sur les marchés étrangers. Et c'est un lieu du donner et du recevoir. Et notre mission, c'est d'accompagner tous les acteurs, tous les artisans, les encadrer afin qu'ils puissent mettre leurs produits aux normes et aller sur le marché international. ».

Mot à l'endroit de la population...

« Cette manifestation, elle aura un succès si la population de

Ouagadougou participe activement. Si les gens viennent, visitent les stands, ils vont découvrir les beautés de notre pays. Il y'a certains produits que souvent nous achetons à l'extérieur alors que sur le plan national nous en avons. Donc je souhaiterai que la population de Ouagadougou puisse vraiment accéder à tous les stands, visiter et même faire des achats. Même s'approvisionner. Parce que quand vous regardez les produits tels que les tissus Faso Dan Fani, les produits de transformation, les différentes sculptures de bronzes, que produisent les artisans, ils sont de qualité et je pense qu'ils vont apprécier le génie de nos créateurs. ».

E.B pour SC Info



Braquage du 13 octobre à Ouahigouya : La lumière sur les faits

Région du Nord



Les responsables de la Gendarmerie animant la conférence de presse.

Sur le présumé braquage du 13 octobre 2016, la gendarmerie a tenu un point de presse ce mardi 25 octobre à Ouahigouya pour donner le film de l'acte. Prévu pour 10 heures, c'est finalement à 11 heures que le point presse a débuté.

En effet, dans la matinée du 13 octobre, un Monsieur Soudré Lassané s'est présenté à la gendarmerie de Ouahigouya déclarant avoir été victime d'une attaque à main armée au cours de laquelle son véhicule a été retiré. De la gendarmerie, il a été à la police pour la même déclaration. Les déclarations faites par la victime ont été différentes de part et d'autre sur le lieu où il a été braqué, sur les braqueurs, même sur l'immatriculation du véhicule.

À 14 heures de la même journée,

que le véhicule a été retrouvé à Ouaga, dans le parc Bangr-weogo. interpellé. Il s'agit d'un mineur SHF, qui doit avoir 17 ans le 27 octobre, en



La victime sur la reconstruction des faits quand il est allé se soulager.

C'est le 17 octobre 2016 dans la soirée que le présumé auteur est classé de 3ème dans un établissement secondaire à Ouahigouya.

La suite à la page 4.



ACTIVITE DU GOUVERNEMENT

La suite de la page 3.

Le présumé auteur retrace les faits: ce jeudi 13 octobre, vers 05 heures, il était assis vers le collège Sainte Marie attendant une occasion pour se rendre à Ouaga. À un jet de pierre de lui, un véhicule qui vient de passer devant lui s'arrête, portière ouverte, moteur en marche, lui s'est approché et ne vit personne à bord. Lui sachant conduire depuis qu'il a 11 ans s'est introduit et c'est parti pour la capitale.

Il a reconnu s'être acquitté des frais de péage et il a roulé à grande vitesse. À 7 heures, il est arrivé à Ouaga, perdu dans les déviations pour se retrouver au parc où il abandonne le véhicule après avoir tout condamné. Le vendredi 21 octobre, le véhicule est conduit à la gendarmerie de Ouahigouya et le sieur Soudré est appelé à confirmer le supposé braquage dont il a été victime.

Alors il a déclaré qu'en toute vérité, il n'y avait pas eu de braquage ni d'armes. Lui et l'auteur se sont déportés sur le lieu de l'acte pour reconstituer les faits.



Les animateurs du point de presse de gauche à droite: l'adjudant de la direction de communication de la gendarmerie à Ouaga, le commandant de groupement de gendarmerie de Ouahigouya, le capitaine Sawadogo Adama, le commandant de brigade, le major Saba Étienne, Bougsaré Pascal qui a reçu la victime pour sa déclaration et Serge Tiendrebeogo tous de la gendarmerie de Ouahigouya.

Sur la question de comprendre comment malgré les postes de contrôle, le véhicule pu parcourir une telle distance sans être appréhendé, le capitaine Sawadogo Adama répond que le véhicule est connu sur la voie parce que passant tout temps. Et cela est aussi une autre leçon dans leur mission. Le commandant de la gendarmerie

a profité saluer la collaboration de certains citoyens qui ont permis de retrouver le véhicule. Il a aussi invité les uns et les autres à toujours les saisir par les numéros verts qui sont le 1010, le 16, le 17, le 80001145 pour tout de tout cas de vol ou autre.

Omar Clément Ouédraogo pour SC Info

Message de Madame Laure ZONGO/HIEN, Ministre de la Femme, de la Solidarité nationale et de la Famille à l'occasion de la célébration de la 19ème édition de la journée mondiale de la femme rurale

Région du Centre

« Le 15 octobre de chaque année, le monde entier célèbre la journée mondiale de la femme rurale. L'occasion est belle pour rendre hommage à nos sœurs des campagnes pour leur courage et leur ardeur au travail.

C'est suite à la conférence de Pékin de 1995, que le groupe : « Femmes en agriculture » de la Fédération internationale des Producteurs a choisi la veille de la journée Internationale de l'Alimentation pour magnifier les femmes rurales et mettre en lumière le rôle de nourricières des agricultrices.

Cette journée dédiée à la femme du monde rural, a été décidée par l'Assemblée Générale par résolution A/RES/ 62/136 du 18 décembre 2007. L'Organisation des Nations Unies (ONU) reconnaît ainsi le « rôle et l'apport décisifs des femmes rurales, dans la promotion du développement agricole et

La suite à la page 5



ACTIVITE DU GOUVERNEMENT

La suite de la page 4.



Mme Laure ZONGO/HIEN, ministre de la femme, de la Solidarité nationale et de la Famille.

rural, l'amélioration de la sécurité alimentaire et l'élimination de la pauvreté en milieu rural ».

Cette année, le Burkina Faso commémore le 27 octobre en différé, la 19^{ème} édition de la journée mondiale de la femme rurale, sous le thème: «Valorisation des produits artisanaux et autonomisation économique de la femme en milieu rural». Une problématique qui est prise en compte dans l'objectif 3.2 du Plan national de développement économique et social (PNDES), relatif au « développement d'un secteur industriel et artisanal compétitif à forte valeur ajoutée et créateur d'emplois décents ».

Il est indéniable que les femmes rurales burkinabé jouent un rôle important dans la production alimentaire. Selon les données du Recensement général de la population et de l'habitation (RGPH) de 2006, les femmes sont largement représentées dans la main d'œuvre agricole à plus de 75%, assurent plus de 80% de la production alimentaire et interviennent dans la transformation des produits pour les besoins de la famille et pour

le petit commerce. En plus de leur participation aux travaux agricoles, elles sont fortement présentes dans le secteur non structuré, notamment l'artisanat.

L'artisanat constitue en effet, un fort potentiel économique et de création d'emplois et d'auto emplois pour les femmes principalement celles du monde rural. Deuxième pourvoyeur d'emplois après le secteur de l'agriculture et de l'élevage, cette activité est susceptible de contribuer durablement à la croissance de par sa haute valeur ajoutée. Les femmes rurales dans l'artisanat, sont présentes dans la teinture, la vannerie, la poterie, le tissage, etc.

Malheureusement, il est reconnu à l'unanimité que de nombreuses femmes rurales continuent de rencontrer des obstacles qui minent leur autonomie et entravent leur pleine participation au développement et à la lutte contre les défis actuels. Parmi ces difficultés, on peut citer, l'accès inégal au financement, aux équipements techniques et aux

autres ressources importantes dont la terre, l'insuffisance de formation professionnelle, l'organisation des acteurs, le statut de l'artisanat, et les difficultés de commercialisation des produits. Ces contraintes entravent l'autonomisation économique de la femme rurale, actrice incontournable dans la recherche du bien-être de la famille, de la communauté et le développement du pays.

La commémoration de la Journée mondiale de la femme rurale est l'occasion d'échanger sur leurs préoccupations. Ensemble, soutenons l'autonomisation économique de la femme rurale en valorisant leur production artisanale et en leur donnant la possibilité de contribuer pleinement à notre avenir commun.

Femmes rurales, engageons-nous davantage à contribuer au développement durable du Burkina Faso.

Bonne fête à toutes les femmes rurales dans l'unité et la solidarité !».



Compte rendu du conseil des ministres des 26 et 27 octobre 2016

Région du Centre

Le Conseil des ministres s'est tenu à Ouagadougou, en séance ordinaire, le mercredi 26 octobre 2016, de 09 H 30 mn à 15 H 45 mn, et le jeudi 27 octobre 2016, de 8 H 00 à 9 H 30 mn, sous la présidence de Son Excellence Monsieur Roch Marc Christian KABORE, Président du Faso, Président du Conseil des ministres.

Il a délibéré sur les dossiers inscrits à son ordre du jour, entendu des communications orales, procédé à des nominations, et autorisé des missions à l'étranger.

I. DELIBERATIONS

I.1. AU TITRE DU MINISTERE DE LA DEFENSE NATIONALE ET DES ANCIENS COMBATTANTS

Le Conseil a examiné deux (02) projets de loi.

Le **premier** porte statut général des personnels des Forces armées nationales.

Ce projet de loi vise à adapter les textes régissant les personnels des Forces armées nationales aux contextes et réalités actuels.

Le Conseil a marqué son accord pour la transmission du projet de loi à l'Assemblée nationale.

Le **second projet de loi** porte conditions d'avancement des

personnels d'active dans les Forces armées nationales.

Cette loi vise à doter les Forces armées nationales d'un référentiel fiable pour une gestion efficiente des carrières des personnels des Forces armées nationales.

Le Conseil a marqué son accord pour la transmission du projet de loi à l'Assemblée nationale.

I.2. AU TITRE DU MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE, DE LA DECENTRALISATION ET DE LA SECURITE INTERIEURE

Le Conseil a examiné deux (02) projets de loi.

Le **premier** porte création d'une Fonction publique territoriale au Burkina Faso.

L'adoption de ce projet de loi permettra de doter la Fonction publique territoriale d'une base juridique lui permettant d'accomplir efficacement ses missions.

Le Conseil a marqué son accord pour la transmission du projet de loi à l'Assemblée nationale.

Le **second projet de loi** porte régime juridique applicable aux emplois et aux agents de la Fonction publique territoriale.

L'adoption de ce projet de loi vise à améliorer les conditions de vie et de

travail des agents des collectivités territoriales en vue d'une meilleure délivrance des services publics locaux aux populations à la base et surtout à rendre efficace et efficiente la Fonction publique territoriale.

Le Conseil a marqué son accord pour la transmission du projet de loi à l'Assemblée nationale.

I.3. AU TITRE DU MINISTERE DE L'ECONOMIE, DES FINANCES ET DU DEVELOPPEMENT

Le Conseil a adopté quatre (04) rapports.

Le **premier** est relatif à l'approbation des résultats de la demande de propositions pour les études techniques d'aménagement d'environ **1 000 km** de pistes rurales dans les treize (13) régions du Burkina Faso.

Le Conseil a marqué son accord pour l'attribution des marchés aux entreprises suivantes avec un délai d'exécution de six (06) mois :

lot 1 : **Groupement GEO-CONSULT/CEITP** pour un montant de **cent soixante-neuf millions quatre-cent-quatre-vingt-sept mille neuf cent un (169 487 901) francs CFA TTC** ;

lot 2 : **CETRI** pour un montant de **cent soixante-neuf millions six cent-onze mille neuf cent deux (169 611 902) francs CFA TTC** ;

lot 3 : **AGEIM** pour un montant

La suite à la page 7.



ACTIVITES DU GOUVERNEMENT

La suite de la page 6.

de cent quarante-cinq millions huit-cent-soixante et un mille cent-vingt-six (145 861 126) francs CFA TTC ;

lot 4 : **Groupement G E F A / I N G E R C O / A C I T G E O T E H N I Q U E** pour un montant de cent soixante-six millions neuf-cent-quatre-vingt-onze mille six-cent cinquante-deux (166 991 652) francs CFA TTC ;

lot 5 : **Groupement TECHNICONCONSULT/MEMO** pour un montant de cent soixante-dix millions deux-cent-quarante-huit mille sept-cent-quatre-vingt-deux (170 248 782) francs CFA TTC ;

lot 6 : **Groupement NK CONSULTANT/BETIFOR** pour un montant de cent cinquante-six millions cinq-cent-cinquante-cinq mille cent-seize (156 555 116) francs CFA TTC ;

lot 7 : **ACE** pour un montant de cent quatre-vingt-dix-sept millions soixante-seize mille trois-cent-seize (197 076 316) francs CFA TTC.

Le montant total des attributions s'élève à un milliard cent soixante-quinze millions huit cent trente-deux mille sept cent quatre-vingt-quinze (1 175 832 795) francs CFA TTC.

Le financement est assuré par le Fonds national d'étude et de préparation des projets (FONEPP).

Le deuxième rapport concerne la demande de propositions N°2014-01/PM/SG/MOAD/PRM du 06 juin 2014 relative au recrutement d'un bureau spécialisé pour l'ordonnancement, la coordination et le pilotage des travaux de construction de l'aéroport de Donsin et de ses voies d'accès.

Le Conseil a marqué son accord pour l'attribution du marché au **Groupement COSIME INC/**

AGEIM pour un montant de quatre milliards huit cent quatre-vingt et un millions neuf cent quatre-vingt-dix-neuf mille huit cent quarante (4 881 999 840) francs CFA TTC.

Le financement est assuré par le budget de la Maitrise d'ouvrage de l'aéroport de Donsin (MOAD).

Le troisième est relatif à l'approbation des résultats de l'appel d'offres international pour les travaux de construction et de bitumage de la route nationale n°21 (RN 21) DIDYR-TOMA-TOUGAN.

Le Conseil a marqué son accord pour l'attribution du marché pour l'exécution des travaux aux entreprises suivantes avec un délai d'exécution de quinze (15) mois :

Lot1:**COMPAGNIESAHELIIENNE D'ENTREPRISE (CSE)** pour un montant de onze milliards cinq cent vingt-neuf millions cinq cent cinquante-cinq mille huit cent trois (11 529 555 803) francs CFA TTC ;

Lot 2 : **OUMAROU KANAZOE (OK)** pour un montant de dix milliards sept cent quatre-vingt-deux millions six cent soixante-douze mille six cent trente-neuf (10 782 672 639) francs CFA TTC.

Le financement est assuré par la Banque Ouest Africaine de Développement (BOAD).

Le quatrième rapport est relatif à un appel d'offres ouvert accéléré pour les travaux d'assainissement pluvial du site des logements sociaux de Basséko.

Le Conseil a marqué son accord pour l'attribution du marché à l'entreprise **GERBATP SARL** pour un montant de un milliard quatre cent cinquante et un millions deux cent soixante-onze mille quatre cent cinquante-deux (1 451 271 452) francs CFA TTC avec un délai

d'exécution de cinq (05) mois.

Le financement est assuré par le budget de l'Etat, gestion 2016.

I.4. AU TITRE DU MINISTERE DE LA FONCTION PUBLIQUE, DU TRAVAIL ET DE LA PROTECTION SOCIALE

Le Conseil a examiné un projet de loi et adopté un rapport.

Le projet de loi porte modalités de transfert des ressources humaines entre l'Etat et les collectivités territoriales.

Ce projet de loi vise une meilleure gestion du personnel des collectivités territoriales.

Le Conseil a marqué son accord pour la transmission du projet de loi à l'Assemblée nationale.

Le rapport concerne deux (02) décrets portant respectivement modalités, critères et conditions d'évaluation et d'avancement du personnel du cadre paramilitaire des Eaux et forêts et modalités de reversement du personnel du cadre paramilitaire des Eaux et forêts.

L'adoption de ces décrets permet l'application de la loi N°063-2015/CNT du 15 septembre 2015 portant statut du personnel du cadre paramilitaire des Eaux et forêts.

I.5. AU TITRE DU MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR, DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET DE L'INNOVATION

Le Conseil a examiné un projet de loi modificatif de la loi N°025-2010/AN du 18 mai 2010 portant régime juridique applicable aux emplois des enseignants-chercheurs, des enseignants hospitalo-universitaires et des chercheurs au Burkina Faso.

La suite à la page 8.



La suite de la page 7.

Ce projet de loi qui comble les insuffisances de la loi N°025-2010/AN du 18 mai 2010 vise à offrir aux enseignants-chercheurs, aux enseignants hospitalo-universitaires et aux chercheurs des meilleures conditions de vie et de travail.

Le Conseil a marqué son accord pour la transmission du projet de loi à l'Assemblée nationale.

I.6. AU TITRE DU MINISTERE DU COMMERCE, DE L'INDUSTRIE ET DE L'ARTISANAT

Le Conseil a adopté un décret portant création, attributions, composition, organisation et fonctionnement du Comité national de la facilitation des échanges.

Le Comité est un cadre formel de travail composé de quarante-cinq (45) membres dont vingt-sept (27) représentants de l'administration publique, huit (08) au titre des structures d'appui au secteur privé et dix (10) représentant les organisations professionnelles et de la société civile.

L'adoption de ce décret permet de doter le Comité national de la facilitation des échanges d'un cadre opérationnel lui permettant d'accomplir efficacement ses missions.

II. COMMUNICATIONS ORALES

II.1. Le ministre des Affaires étrangères, de la coopération et des Burkinabè de l'extérieur a fait au Conseil une communication relative au bilan du séjour de Son Excellence Monsieur Roch Marc Christian KABORE, Président du Faso, au Vatican et en Italie, du 19 au 21 octobre 2016.

Accompagné de représentants des communautés chrétienne, musulmane et coutumière, le Président du Faso a été reçu par Sa Sainteté le Pape François au Vatican au cours de son

séjour.

Son Excellence Monsieur Roch Marc Christian KABORE a par ailleurs eu des échanges avec le Cardinal Secrétaire d'Etat du Vatican, Son Eminence Pietro PAROLIN, le ministre italien des Affaires étrangères et de la Coopération internationale, Monsieur Paolo GENTILONI, le Sénateur Scilipo ISGRO et le Directeur général de la FAO, Monsieur José Graziano DA SILVA.

Il a également rencontré les responsables de la Communauté Saint'Egidio et les responsables de la Fraternité Ecclésiale des Burkinabè de Rome (FEBUR).

En marge de sa visite au Vatican, le Président du Faso a rencontré des investisseurs italiens et la diaspora burkinabè vivant en Italie.

II.2. Le ministre du Commerce, de l'industrie et de l'artisanat a fait au Conseil une communication relative à la tenue de la 14^{ème} du Salon international de l'artisanat de Ouagadougou (SIAO), du 28 octobre au 6 novembre 2016, sous le thème : « Artisanat africain, entrepreneuriat féminin et protection sociale ».

III. NOMINATIONS

II.1. NOMINATIONS DANS LES FONCTIONS INDIVIDUELLES

A. AU TITRE DE LA PRESIDENCE DU FASO

- Madame Pegdebamba Esther **SOME/KIEMA, Mle 212 399 K**, Administrateur civil, 1^{ère} classe, 4^{ème} échelon, est nommée Secrétaire générale de la Commission électorale nationale indépendante (CENI).

B. AU TITRE DU MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE, DE LA DECENTRALISATION ET DE

LA SECURITE INTERIEURE

- Monsieur Boubakar **KEITA, Officier**, est nommé Directeur de la prévention et de la réglementation à la Direction générale de la protection civile (DGPC) ;

- Monsieur Mathias **TRAORE, Officier**, est nommé Directeur des ressources humaines de l'Institut supérieur d'études et de protection civile (ISEPC) ;

- Monsieur Dieudonné **OUATTARA, Mle 57 722 C**, Commissaire divisionnaire de police, 4^{ème} grade, 1^{er} échelon, est nommé Directeur régional de la police nationale des Cascades ;

- Monsieur Laurent **OUEDRAOGO, Mle 24 375 U**, Commissaire principal de police, 3^{ème} grade, 2^{ème} échelon, est nommé Directeur provincial de la police nationale de la Léraba ;

- Monsieur Zinouènou Francis **NION, Mle 31 739 B**, Commissaire de police, 2^{ème} grade, 2^{ème} échelon, est nommé Directeur provincial de la police nationale du Sanguié.

C. AU TITRE DU MINISTERE DE LA JUSTICE, DES DROITS HUMAINS ET DE LA PROMOTION CIVIQUE

- Monsieur Patrice Apahié **NABIAS, Mle 130 228 N**, Magistrat, 1^{er} grade, 4^{ème} échelon, est nommé Chargé de missions ;

- Monsieur Abdou Salam **KAGUINI, Mle 28 093 M**, Inspecteur principal de Sécurité pénitentiaire, 3^{ème} grade, 1^{er} échelon, est nommé Chargé de missions ;

- Monsieur Etienne **SOMBIE, Mle 130 216 R**, Magistrat du grade exceptionnel, 2^{ème} échelon, est nommé Directeur général du Fonds d'assistance judiciaire ;

- Monsieur Adama **BASSINGA,**

La suite à la page 9..



ACTIVITES DU GOUVERNEMENT

La suite de la page 8 .

Mle 216 130 Z, Administrateur des services financiers, 1^{ère} classe, 3^{ème} échelon, est nommé Directeur des finances et de la comptabilité du Fonds d'assistance judiciaire.

D. AU TITRE DU MINISTERE DE L'ECONOMIE, DES FINANCES ET DU DEVELOPPEMENT

- Monsieur Souleymane **NABOLE, Mle 212 595 D**, Conseiller des affaires économiques, 1^{ère} classe, 4^{ème} échelon, est nommé Directeur général des études et des statistiques sectorielles ;

- Madame Edith **BELEM/DAMIBA, Mle 23 887 H**, Administrateur des services financiers, 1^{er} grade, 13^{ème} échelon, est nommée Directrice générale des affaires immobilières et de l'équipement ;

- Monsieur Soabou **DIALLO, Mle 104 265 M**, Administrateur des services financiers, 1^{ère} classe, 5^{ème} échelon, est nommé Directeur général de l'économie et de la planification ;

- Monsieur Ambroise **KAFANDO, Mle 39 693 C**, Economiste, 1^{ère} classe, 12^{ème} échelon, est nommé Directeur général de la Coopération.

E. AU TITRE DU MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR, DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET DE L'INNOVATION

- Madame Joceline Yéri Inès **KONSIMBO, Mle 224 112 T**, Attachée en études et analyses, 1^{ère} classe, 3^{ème} échelon, est nommée Coordinatrice du Comité ministériel pour la Santé ;

- Monsieur Mahamado **YAOLIRE, Mle 54 673 P**, Inspecteur des impôts, 1^{ère} classe, 8^{ème} échelon, est nommé Directeur général du Centre national des œuvres universitaires (CENOU).

F. AU TITRE DU MINISTERE

DE L'AGRICULTURE ET DES AMENAGEMENTS HYDRAULIQUES

- Madame Gnounabé Viviane **PARE/NABIE, Mle 217 226 G**, Attachée en études et analyses, 1^{ère} classe, 3^{ème} échelon, est nommée Chargée d'études ;

- Monsieur Sylvain **KABORE, Mle 104 767 P**, Ingénieur d'agriculture, 1^{ère} classe, 4^{ème} échelon, est nommé Chargé d'études ;

- Monsieur Boubacar **BARRY, Mle 31 903 P**, Ingénieur de conception en vulgarisation agricole, 1^{ère} classe, 7^{ème} échelon, est nommé Chargé d'études ;

- Monsieur Brama **BARRO, Mle 118 977 C**, Conseiller en gestion des ressources humaines, 1^{ère} classe, 4^{ème} échelon, est nommé Chargé d'études.

G. AU TITRE DU MINISTERE DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT

- Monsieur Hamado **OUEDRAOGO, Mle 0499**, Ingénieur de l'équipement rural, catégorie C1, 18^{ème} échelon, est nommé Chargé de missions ;

- Monsieur Nawinmalo Adolphe **SOMDA, Mle 111 338 D**, Conseiller des affaires économiques, 1^{ère} classe, 5^{ème} échelon, est nommé Inspecteur technique des services ;

- Monsieur Madi **OUEDRAOGO, Mle 24 892 Y**, Ingénieur Hydrogéologue, 2^{ème} grade, 8^{ème} échelon, est nommé Inspecteur technique des services.

H. AU TITRE DU MINISTERE DE L'ENERGIE, DES MINES ET DES CARRIERES

- Monsieur Djibril **ZOUNGRANA, Mle 510 080 A**, Gestionnaire des industries extractives, 1^{ère} classe, 4^{ème} échelon, est nommé Inspecteur technique des services ;

- Madame Sétou **COMPAORE, Mle 130 357 R**, Magistrat, 2^{ème} grade, 3^{ème} échelon, est nommée Directrice des affaires juridiques et du contentieux.

I. AU TITRE DU MINISTERE DES RESSOURCES ANIMALES ET HALIEUTIQUES

- Monsieur Alain **SAWADOGO, Mle 130 454 G**, Magistrat, catégorie P, 2^{ème} grade, 2^{ème} échelon, est nommé Conseiller technique ;

- Monsieur Innocent Wenceslas **TAPSOBA, Mle 215 301 T**, Ingénieur d'élevage, 1^{ère} classe, 3^{ème} échelon, est nommé Chef de département de la caractérisation, de la conservation, et de la gestion durable des ressources génétiques animales et aquacoles au Secrétariat permanent du Comité de gestion durable des ressources génétiques animales et aquacoles (SP/CGRGA) ;

- Monsieur Rufin **SAWADOGO, Mle 245 045 F**, Ingénieur d'élevage, 1^{ère} classe, 2^{ème} échelon, est nommé Chef du département de la prospective et de la promotion du partenariat au Secrétariat permanent du Comité de gestion durable des ressources génétiques animales et aquacoles (SP/CGRGA).

J. AU TITRE DU MINISTERE DE LA FEMME, DE LA SOLIDARITE NATIONALE ET DE LA FAMILLE

- Monsieur Sougrinoma **Justin OUEDRAOGO, Mle 247 499 F**, Conservateur d'archives, 1^{ère} classe, 1^{er} échelon, est nommé Directeur des archives et de la documentation ;

- Monsieur Josué **ANGO, Mle 239 388 U**, Administrateur des affaires sociales, 1^{ère} classe, 2^{ème} échelon, est nommé Directeur de la lutte contre les violences faites aux enfants ;

- Monsieur Jean Martin **TOE, Mle**

La suite à la page 10.



ACTIVITES DU GOUVERNEMENT

La suite de la page 9.

25 520 F, Inspecteur d'éducation des jeunes enfants, 1^{ère} classe, 7^{ème} échelon, est nommé Directeur du développement de la petite enfance ;

- Monsieur David **BEYI, Mle 110 829 N**, Economiste planificateur, 1^{ère} catégorie, échelle B, échelon 4, est nommé Secrétaire permanent du Conseil national pour la promotion du genre ;

- Madame Assétou **SAWADOGO/ KABORE, Mle 220 416 K**, Conseiller d'éducation féminine, 1^{ère} classe, 3^{ème} échelon, est nommée Chef du département Appui institutionnel, renforcement des capacités au SP/ CONAP genre ;

- Madame Zénabou **KYELEM/ KONATE, Mle 258 166 D**, Conseiller d'éducation féminine, 1^{ère} Classe, 2^{ème} échelon, est nommée Directrice provinciale de la femme, de la solidarité nationale et de la famille de la Comoé.

K. AU TITRE DU MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ECONOMIE VERTE ET DU CHANGEMENT CLIMATIQUE

- Monsieur Pascal **DAMA, Mle 43 104 W**, Inspecteur des Impôts, 1^{ère} classe, 4^{ème} échelon, est nommé Directeur de l'administration et des finances de l'Ecole nationale des eaux et forêts (ENEF) ;

- Madame Haoua **FOFANA, Mle 47 792 P**, Inspecteur des eaux et forêts, 1^{ère} classe, 3^{ème} échelon, est nommée Directrice régionale de l'Environnement, de l'économie verte et du changement climatique du Centre ;

- Monsieur Mitimanegda Louis **OUEDRAOGO, Mle 42 838 X**, Inspecteur des eaux et

forêts, 1^{ère} classe, 3^{ème} échelon, est nommé Directeur régional de l'Environnement, de l'économie verte et du changement climatique du Plateau-Central ;

- Monsieur Georges **BASSOLE, Mle 29 641 P**, Contrôleur des eaux et forêts, 1^{ère} classe, 8^{ème} échelon, est nommé Directeur provincial de l'Environnement, de l'économie verte et du changement climatique du Ioba ;

- Monsieur Boukaré **ILBOUDO, Mle 31 937 D**, Inspecteur des eaux et forêts, 1^{ère} classe, 9^{ème} échelon, est nommé Directeur provincial de l'Environnement, de l'économie verte et du changement climatique du Kadiogo ;

- Monsieur Harouna **OUEDRAOGO, Mle 216 342 S**, Inspecteur des eaux et forêts, 1^{ère} classe, 4^{ème} échelon, est nommé Directeur provincial de l'Environnement, de l'économie verte et du changement climatique de la Komandjari ;

- Monsieur Boukari **OUEDRAOGO, Mle 46 172 S**, Contrôleur des eaux et forêts, 1^{ère} classe, 13^{ème} échelon, est nommé Directeur provincial de l'Environnement, de l'économie verte et du changement climatique du Koulpélago ;

- Madame Sanata **DOMO, Mle 94 497 G**, Contrôleur des eaux et forêts, 1^{er} grade, 6^{ème} échelon, est nommée Directrice provinciale de l'Environnement, de l'économie verte et du changement climatique du Kourwéogo ;

- Monsieur Tindaogo Abel **ILBOUDO, Mle 24 241 K**, Contrôleur des eaux et forêts, 2^{ème} grade, 7^{ème} échelon, est nommé Directeur provincial de

l'Environnement, de l'économie verte et du changement climatique de l'Oudalan ;

- Madame Guestaba Pascaline **NIKIEMA/KIENTEGA, Mle 29 648 E**, Inspecteur des eaux et forêts, 1^{er} grade, 2^{ème} échelon, est nommée Directrice provinciale de l'Environnement, de l'économie verte et du changement climatique du Zoundwéogo.

III.2. NOMINATION DANS LES CONSEILS D'ADMINISTRATION

MINISTERE DE L'ECONOMIE, DES FINANCES ET DU DEVELOPPEMENT

Le Conseil a adopté un décret portant nomination d'Administrateurs représentant l'Etat au Conseil d'Administration de la Loterie nationale du Burkina pour un premier mandat de trois (03) ans.

Au titre du ministère de l'Economie, des finances et du développement :

- Madame Brigitte Marie Suzanne W. **COMPAORE/YONI, Mle 59 641 G**, Administrateur des services financiers ;

- Monsieur Ernest **KABORE, Mle 91 269 A**, Inspecteur du Trésor.

Le Ministre de la Communication et des Relations avec le Parlement,

Porte-parole du gouvernement,

Rémis Fulgance DANDJINOU



ANNONCES

1/2 PAGE

ESPACE RÉSERVÉ POUR VOS ANNONCES

+226 72 08 03 03

1/2 PAGE

ESPACE RÉSERVÉ POUR VOS ANNONCES

+226 72 08 03 03



JOBS CAMPUS



Avis de recrutement

Poste : Consultant pour l'élaboration des propositions sur le changement climatique Adaptation / gestion des ressources naturelles en Thaïlande

Description

CARE développe une proposition complète de l'Agence française de développement et d'AXA pour le cas où la pluie tombe projet en Thaïlande et en Inde. La note conceptuelle a été acceptée par les deux bailleurs de fonds et une proposition complète doit être finalisée d'ici la fin de décembre. Ce projet a commencé dans les deux pays en 2011 et est entrée en 3^{ème} phase. Chaque équipe de pays élaborera son propre projet comme une première étape du développement de la proposition conjointe et gestionnaires de projet se réuniront en Décembre pour examiner les synergies, d'identifier des activités communes et d'affiner la proposition.

But du Conseil: Le consultant prendra l'initiative, en collaboration avec RaksThai et le personnel de son partenaire, de développer, une proposition convaincante fondée sur des preuves pour les activités en Thaïlande (seulement). Le consultant apportera au processus de conception du programme une compréhension approfondie et une expérience préalable dans la soumission d'écriture pour les donateurs institutionnels. De préférence, le consultant devra avoir une expérience préalable de travail dans le secteur de l'adaptation de la gestion des ressources naturelles et le changement climatique en Thaïlande et la conception de programmes qui visent autour de consolider les meilleures pratiques, l'évaluation et l'intensification des idées novatrices.

Tâches spécifiques à exécuter par le Consultant: Le consultant élaborera, en consultation avec la haute direction Raks Thai, un plan de travail détaillé qui comprendra entreprendre au moins les tâches suivantes:

Passez en revue la littérature secondaire sur adaptation au changement climatique et de la gestion des défis et des politiques de ressources naturelles en Thaïlande (en particulier la Thaïlande du Nord), ainsi que les pilotes novateurs existants et leurs éléments de preuve provenant d'autres parties prenantes.

Examiner les documents existants du projet: rapports, évaluations, rapport sur les meilleures pratiques (en cours)

Revue de la littérature de CARE et les principaux programmes sur l'adaptation au changement climatique, ainsi que des modèles innovants d'autres pays / donateurs à appliquer à la conception de cette proposition.

Si pas déjà fait par le début de la consultation, aider à identifier les partenaires mise en œuvre / de recherche appropriés pour renforcer l'évaluation / composante d'apprentissage du projet.

Rencontre avec les intervenants clés de l'éducation en Thaïlande au besoin pour veiller à ce que la conception du programme intègre l'expertise de tous les acteurs / secteurs concernés, y compris le secteur privé, les entreprises sociales, les universités, les instituts, les départements gouvernementaux, et d'autres au besoin.

Travailler avec le personnel de CARE pertinente pour identifier les besoins en personnel / organigramme

pour le programme proposé.

Rédiger un projet de l'offre globale, y compris toutes les annexes et en particulier logframe et le budget; travailler aussi avec le personnel concerné pour éditer et finaliser l'offre.

Travailler avec Raks Thai, contrôleur financier, et d'autres pour élaborer le budget du programme.

Résultats du Conseil: A terminé, soumission complète / proposition Lorsque la pluie tombe 3^{ème} phase de la Thaïlande.

Voies de communication: Le consultant fera rapport au directeur de projet Raks Thai WTRF et CARE France Chef de projet.

Échéancier: À partir le plus tôt possible (idéalement en Novembre 7 e) et en complétant la proposition approximativement par le 1 décembre 2016 (date de soumission de l'offre).

Qualifications et expérience

De préférence, un diplôme universitaire supérieur (maîtrise ou équivalent) en affaires / études internationales, le développement, l'adaptation au changement climatique, ou la gestion des ressources naturelles.

Minimum 5 ans d'expérience dans la conception, la rédaction de propositions, et / ou la gestion des programmes d'adaptation au changement climatique, de préférence en Thaïlande. Solides compétences en conception de programme, y compris la capacité de préparer des documents logiques, cohérentes et cohérentes, y compris les cadres logiques et les budgets.

expérience démontrée Avant l'élaboration de propositions pour

La suite à la page 13.



JOBS CAMPUS

La suite de la page 12

les bailleurs de fonds institutionnels.

Aptitude à travailler efficacement avec les membres du projet à divers endroits et de plusieurs organisations, y compris l'écriture à distance et de la révision des documents de proposition.

Capacité à intégrer les différentes expériences, les méthodologies et les approches à partir d'un large éventail de parties prenantes, des organisations et des experts techniques de plusieurs secteurs.

relations avec les autorités du secteur de l'éducation pertinents et des parties prenantes serait un avantage.

Excellentes compétences en anglais parlant / écriture nécessaires. aptitude à parler thaïlandais un avantage.

Note: Cette consultation est ouverte aux candidats nationaux et internationaux. Les individus, un groupe d'individus, ainsi que des sociétés de conseil ayant les compétences requises / expérience sont admissibles. Les candidats étrangers ayant une expérience professionnelle antérieure en Thaïlande serait préférable. Les tâches mentionnées ci-dessus à effectuer sont conçus comme un guide et ne doivent pas être

considérés comme une spécification inflexible car il peut être modifié après discussion avec le consultant ou le cabinet sélectionné.

Demande & Deadline Entreprises intéressées / personnes doivent envoyer les documents demandés suivants à Aurélie Ceinos ceinos@carefrance.org et Sarinthip Promrit sarinthip.rtf@gmail.com avant le 1 novembre st 2016.

Lettre de motivation détaillant les entreprises aptitude / individuelle pour l'affectation et les coordonnées actuelles.

proposition détaillée, y compris technique (plan, y compris de travail pour mener à bien la consultation) et de l'information financière et des profils de détail / cv de personne (s) clé pour participer à toutes les étapes.

En raison de besoin urgent de la consultation, des propositions seront présélectionnés sur une base régulière et nous pouvons offrir le conseil avant la date de clôture. Seuls les consultants présélectionnés seront contactés.

Ville : CHIANG MAI - THAILANDE

Fonctions : Autre, Technicien spécialiste

Activités : Autre

Pays : Asie, Thaïlande

Contrat Inconnu

Documents à envoyer

Demande & Deadline Entreprises intéressées / personnes doivent envoyer les documents demandés suivants à Aurélie Ceinos ceinos@carefrance.org and Sarinthip Promrit sarinthip.rtf@gmail.com avant le 1 novembre st 2016.

Lettre de motivation détaillant les entreprises aptitude / individuelle pour l'affectation et les coordonnées actuelles.

proposition détaillée, y compris technique (plan, y compris de travail pour mener à bien la consultation) et de l'information financière et des profils de détail / cv de personne (s) clé pour participer à toutes les étapes.

En raison de besoin urgent de la consultation, des propositions seront présélectionnés sur une base régulière et nous pouvons offrir le conseil avant la date de clôture. Seuls les consultants présélectionnés seront contactés.

Date de fin de validité 01/11/2016



Avis de recrutement

Poste : Recherche de consultant(e) – Rapport Adaptation au Changement Climatique CARE France

Description

Recherche de consultant(e) – Rapport Adaptation au Changement Climatique
CARE France

Contexte

CARE International a fait de la lutte contre le changement climatique un de ces axes de travail prioritaire. Dans ce cadre, CARE France s'est doté d'une stratégie 2014-2016 sur le changement climatique (en ligne avec la stratégie de CARE International) et mène des projets d'adaptation au changement climatique depuis plus

de 5 ans maintenant. Afin de valoriser l'ensemble de cette expérience, CARE France souhaite disposer d'un rapport de capitalisation.

Objectifs de la consultance

L'objectif est de produire un rapport relativement court (20 pages sans annexes) qui capitalise sur les différentes expériences de CARE

La suite à la page 14.



JOBS CAMPUS

La suite de la page 13

France. Ce rapport permettra de répondre à plusieurs objectifs :

Renforcer la visibilité de CARE France auprès des bailleurs sur les projets d'adaptation en ayant un document qui mette en avant l'ensemble des projets d'adaptation mis en œuvre, leurs résultats et impacts et les leçons apprises.

Mettre en avant l'approche intégrée de CARE sur l'adaptation (en lien avec des exemples concrets) qui ne se limite pas à promouvoir des moyens de subsistance résilients mais travaille sur l'ensemble des composantes permettant de renforcer les capacités d'adaptation des plus vulnérables.

Consolider les résultats obtenus grâce aux projets d'adaptation menés par CARE France ces 5 dernières années et en tirer des recommandations/des acquis à pérenniser et à répliquer.

Audience:

Principale : Bailleurs de fonds francophones institutionnels et privés (AFD / FFEM / Fondation du Prince Albert II....)

Secondaire : Interne pour être utilisé comme document source pour des documents de plaidoyer et dépôt de proposition de projet (partie expérience)

Livrables

Un rapport d'une vingtaine de pages sans les annexes (un plan détaillé informatif est proposé en annexe pour faciliter la compréhension du/de la consultant(e)).

Une présentation powerpoint récapitulant les points principaux du rapport

Conduite de la mission & Méthodologie

Le document doit se baser sur une revue des documents de stratégie et de projets CARE existants mais aussi sur des interviews avec les responsables de projets pour identifier les résultats et mieux comprendre les bonnes pratiques à mettre en œuvre. Idéalement, des retours des participants (communautés) devront être remontés lors de l'étude des documents et des interviews.

Les Etapes indicatives sont les suivantes :

Etape 1 : Réunion de cadrage avec CARE France

Etape 2 : Récolte et revue de l'ensemble des documents existants (incluant une revue des indicateurs de résultats des projets adaptation)

Etape 3 : Proposition d'un plan (à valider par CARE France) et d'une méthodologie pour récolter les informations manquantes.

Etape 4 : Interview auprès des porteurs de projets pour approfondir les éléments bibliographiques – récolte et revue des documents manquants

Etape 5 : Ecriture d'une première version du rapport

Etape 6 : Revue par 2/3 personnes de CARE France (ou représentant CARE International parlant français)

Etape 7 : Finalisation du rapport sur la base des commentaires faits. Un autre tour de commentaires pourra être envisagé en fonction de la qualité du premier rapport.

Etape 8 : Réalisation du PowerPoint et présentation aux équipes de CARE

Ces étapes seront discutées et ajustées lors de la réunion de cadrage et un calendrier sera fixé que le consultant devra respecter.

Calendrier

Les offres sont attendues pour le 9 novembre 2016 et une réponse sera donnée au consultant / à la consultante sélectionné(e) dans la semaine qui suit. Le démarrage de la mission pourra se faire dès le 21 novembre 2016.

Le rapport devra être finalisé pour le 16 décembre 2016.

Qualification et expérience requises

Le/la consultant(e) devra être spécialiste de l'adaptation au changement climatique remplissant les conditions suivantes :

Avoir au moins cinq (5) ans d'expérience dans le domaine du changement climatique et de l'Adaptation à base communautaire.

Avoir des connaissances sur les projets de gestion des ressources naturelles, agriculture.

Avoir des connaissances sur le genre dans les projets de développement.

Avoir des compétences avérées dans les domaines de la capitalisation des connaissances et acquis, et de transfert d'expériences et de savoirs ;

Avoir une capacité de synthèse, d'analyse et de rédaction en français

Anglais : courant (obligatoire), Espagnol : courant (souhaitable)

Dossier de candidature et critères de sélection

Lors du dépouillement, une grille d'analyse et d'évaluation permettra de pondérer dans le détail l'expertise technique des candidats sur la base de leurs offres (techniques et financières) et de l'adéquation de leurs CV et motivations avec les

La suite à la page 15.



JOBS CAMPUS

La suite de la page 14.

résultats attendus de la consultation. Ainsi, chaque consultant qui postule devra soumettre:

une appréciation des présents TDR ;

une note méthodologique présentant de façon précise la manière dont l'étude sera conduite ;

une offre financière de la réalisation de l'étude, (en jour / homme par consultant)

les CV détaillé et signé du consultant justifiant son niveau académique et ses expériences

L'offre devra arriver par email (ceinos@carefrance.org) au plus tard le 9 novembre 2016 à 00H00 GMT.

Annexe 1 – Plan envisagé pour le rapport :

Sommaire

Acronyme

Liste des définitions (si pertinent)

Résumé (2p max)

Introduction (2p):

CARE et le changement climatique :

Pourquoi CARE travaille sur l'adaptation au changement climatique (Rapide retour sur liens pauvreté/changement climatique)

Approches et stratégies fondées sur renforcement de la résilience,

Continuum Mitigation > Adaptation/ DRR> Urgence, Pertes et dommages

CARE International : nb de projets et # de bénéficiaires / CARE France : nb de projets et # de bénéficiaires

Nos apprentissages / notre expertise :

L'approche CBA de CARE

Le cadre ACCRA sur les capacités d'adaptation comme base de notre approche

Déclinaison de ce que cela veut dire :

Information climatique/plan d'adaptation /DRR

Gestion des écosystèmes – droit à la terre/à l'eau

Renforcement des pratiques agro-écologiques (Approche Super)

Accès au marché (chaines de valeur résiliente)

Participatif

Genre / minorités

Basé sur les droits

Alliant savoirs traditionnels et scientifiques

Plaidoyer

Zoom sur ces différents focus – 5/6 pages

Planification de l'adaptation : (Innovation / forward-looking) + DRR : renforcement des structures, systèmes d'alerte précoce

Gestion des écosystèmes (capital naturel et institution, paiement pour services environnementaux)

Agriculture

Renforcement économique : Apport des VSLA / Chaîne de valeur / accès au marché et services

Genre / inégalités

Renforcement de la structuration des communautés / Scaling-up (plaidoyer) :

+ mettre un témoignage assez court : photo / citation / contexte.

Présentation de plusieurs projets

clefs (10 pages)

Cette partie contiendra une partie qui consolide les résultats obtenus pour l'ensemble des projets CARE France – adaptation.

5 à 6 projets seront choisis pour en faire des exemples

Chaque projet sélectionné devra être présenté brièvement avec un zoom sur les succès clefs, résultats obtenus – faire apparaître une petite checklist sur les différents aspects traités par chaque projet (par rapport aux approches présentées en amont)

Conclusion

Mise en avant de recommandations/acquis de l'approche de CARE et de ses projets

Longueur : 20 pages (sans les annexes)

Ville :Paris

Fonctions :Autre

Activités :Autre

Pays :Europe, France

Contrat Inconnu

Documents à envoyer

L'offre devra arriver par email (ceinos@carefrance.org) au plus tard le 9 novembre 2016 à 00H00 GMT.

Les offres sont attendues pour le 9 novembre 2016 et une réponse sera donnée au consultant / à la consultante sélectionné(e) dans la semaine qui suit. Le démarrage de la mission pourra se faire dès le 21 novembre 2016.

Le rapport devra être finalisé pour le 16 décembre 2016.

Date de fin de validité 09/11/2016



JOBS CAMPUS



Avis de recrutement

Poste : **Responsable Développement des Partenariats Entreprises**

Description

Fondée en 1994, la Chaîne de l'Espoir intervient dans plus de vingt-cinq pays pour offrir un accès aux soins et à l'éducation aux enfants démunis.

Dans le domaine de la santé, l'action se divise en trois volets : les soins en France (100 enfants opérés chaque année), les missions de formation à l'étranger (100 missions médicales chaque année pour assurer un transfert de compétences aux équipes soignantes locales), les projets hospitaliers (appui à un projet de construction d'établissement ou de service hospitalier : Projet médical, infrastructure, équipement, achat et logistique, organigramme, organisation des services, recrutement des RH et formation, business plan, aspects juridiques).

Dans le domaine de l'éducation, elle favorise l'accès à l'éducation d'enfants parmi les plus vulnérables, et développe des programmes d'aide à une scolarisation de qualité.

L'association organise plus d'une centaine de missions chaque année, missions médicales, missions de coordination de projets, missions plus techniques ou politiques

Dans le cadre de la Politique de développement de la Chaîne de l'Espoir, le Responsable Mécénat/Partenariat a pour mission de renforcer le développement des ressources de l'Association en élaborant et mettant en œuvre des partenariats stratégiques de mécénat ou de parrainage avec des entreprises partenaires.

Ses actions principales seront de :

Définir une stratégie auprès des

entreprises en cohérence avec la stratégie globale de développement de l'Association et en adéquation avec les projets mis en œuvre par la Chaîne de l'Espoir.

Être proactif dans la création de l'offre à destination des entreprises (présentation de dossiers projet, création d'événements en lien avec la communication,...)

Définir les moyens à mettre en œuvre pour faciliter l'approche et cultiver la relation avec les entreprises partenaires ou potentiellement partenaires.

Définir les secteurs d'activité et/ou les types d'entreprises pertinentes à prospecter.

Rechercher et centraliser l'ensemble des informations sur le marché et les entreprises à prospecter.

Accompagner et suivre la relation avec l'entreprise ou le mécène.

Discuter et cadrer les éléments du contrat de partenariat (négociation des termes du partenariat, du projet, des montants, du reporting).

Contrôler et suivre le respect des engagements réciproques (avancement de projet, reporting, communication)

Assurer un suivi régulier des besoins exprimés par les entreprises en entretenant des relations directes avec chacune d'elles.

Fidéliser l'entreprise en élaborant un plan d'actions et un programme de reconnaissance structurant la relation sur le long terme afin de fidéliser les partenaires.

Assurer les actions de communication à destination des entreprises.

Ville : Paris avec déplacements à l'étranger (Passeport de l'Union Européenne impératif)

Expériences / Formation du candidat

Ecole de management / IEP / Sciences Po / Mastère en sciences humaines

Expérience de 5 ans minimum dans le Partenariat Entreprises

Une expérience dans le secteur marchand et une bonne connaissance du monde de l'entreprise sont un plus.

Langues parlées

Français

Anglais courant

Qualité du candidat

Convictions et investissement personnel

Grandes capacités relationnelles et capacités à entretenir un réseau

Qualités d'écoute et d'empathie

Force de persuasion

Réactivité et disponibilité

Rigueur dans le suivi des dossiers

Maîtrise des techniques de négociation

Esprit d'analyse

Fonctions : Autre, Communication, Coordination, Gestion de projet

Activités : Santé

Pays : Europe, France

Contrat CDD, CDI

Nom de la personne contact

Philippe le Goff

Email de la personne contact
plegoff@chainedelespoir.org

Date de fin de validité 30/11/2016



JOBS CAMPUS

Avis de recrutement

Poste : Stage Communication – Marketing

Description

Présentation synthétique d'Équilibres & Populations

Créée en 1993 par des médecins et des journalistes dans le contexte de la conférence internationale sur la population et le développement du Caire, Équilibres & Populations travaille à améliorer les conditions de vie et le statut des femmes, facteur essentiel d'un développement juste et durable.

Aujourd'hui, Équilibres & Populations est une structure s'appuyant sur douze salariés et cinquante membres, avec un budget annuel entre 1,5 million et 2 millions d'euros. Le siège est à Paris et depuis six ans, Équilibres & Populations a un bureau sous-régional à Ouagadougou, au Burkina Faso.

La vision portée par Équilibres & Populations est qu'il ne pourra y avoir de développement durable sans qu'y soit associée la moitié féminine de l'humanité. L'amélioration des conditions de vie et du statut des femmes, notamment leur santé et leurs droits sexuels et procréatifs, est à la fois un facteur et un marqueur de développement.

Description du poste

Dans le cadre de son stage, la/le stagiaire en Communication aura les missions suivantes (liste non-exhaustive) :

Communication Editorial/Web

Rédaction/Relecture d'articles et contenus éditoriaux

Mise à jour des sites internet de la structure: mise en ligne et diffusion d'article, optimisation du contenu

Animation des réseaux sociaux (Facebook, Twitter, Youtube)

Contribution à la mise à jours/alimentation des bases de données : documentaire, photos et vidéos

Création/Envoi de newsletters

Webmarketing

Optimisation des annonces google et d'analytics

Optimisation du référencement des sites

Suivi et Mise en ligne de publicités Facebook

Événementiel

Contribution à l'organisation d'événements (logistique, suivi presse, communication)

Couverture des événements organisés par l'association (réseaux sociaux, interviews, articles)

Presse

Suivi presse : mise à jours/optimisation du fichier presse, veille et revue de presse

Autres missions en fonction des priorités et besoins du service

Ville : Paris - 12ème

Expériences / Formation du candidat

Niveau Master 2 dans un cursus communication (de type Celsa, Sciences Com, ISCOM, Master universitaire etc...);

Pratique des réseaux sociaux, et de manière générale, une pratique en techniques de communication journalisme/community manager (capacités rédactionnelles, recherches et traitement d'informations, sensibilité aux supports photos...);

Connaissance du secteur du

développement et des ONG serait un plus.

Langues parlées

Français et anglais

Qualité du candidat

Excellentes capacités rédactionnelles et d'analyse ;

Anglais : niveau courant

Capacités d'autonomie, d'organisation et de rigueur ;

Esprit d'équipe ;

Contact facile et aisance relationnelle ;

Sensibilité aux thématiques portées par Équilibre & Populations ;

Maîtrise des outils de bureautique et des réseaux sociaux serait un plus.

Fonctions : Communication

Activités : Autre, Droit, Santé

Pays : Europe, France

Contrat Stage

Durée du contrat

Stage de 6 mois

Disponibilité dès que possible

Salaire / Indemnité

436€/mois

50 % de prise en charge des titres de transport et 60% des Tickets restaurants

Documents à envoyer

CV + lettre de motivation

Nom de la personne contact

rh@equipop.org avec la mention « STAGECOMM » dans l'objet du mail

Date de fin de validité 16/11/201



JOBS CAMPUS



Avis de recrutement

Poste : A LA SANTÉ MENTALE ET DES SOINS DE PRATIQUES CONSEILLER TECHNIQUE

Description

Responsabilités: Sous la supervision du Directeur régional adjoint des opérations de piscine et sous la responsabilité fonctionnelle du référent de la santé et des soins pratiques mentales (CSMP) Département, vous aurez la responsabilité de soutenir les équipes de terrain et de bureau pour assurer la qualité, la pertinence et de l'innovation technique des interventions d'ACF pour les missions en Afghanistan, Haïti, du Kurdistan irakien, la Jordanie, Madagascar, le Yémen et le Zimbabwe.

Plus particulièrement, vous serez responsable de:

Fournir une analyse contextuelle au bureau

- Fournir une note de synthèse (lorsque cela est demandé par le bureau) sur les enjeux techniques de la zone géographique (ex: les principaux indicateurs et tendances humanitaires du secteur, les besoins non couverts, les contraintes de programmation, etc.) Cette activité demande une communication claire de la mission sur le des informations clés, et une prise de conscience régulière vers les publications scientifiques pertinentes pour ce secteur, le conseiller technique de la
- Fournir des conseils techniques aux missions
- Fournir votre expertise technique et des conseils au Chef du Département CSMP
- Fournir votre soutien sur les

choix techniques

- Proposer une stratégie de capitalisation, des outils et des méthodes appropriées pour sa mise en œuvre
- Développer l'approche de partenariat (ONG locales, des secteurs privé et universitaire)
- La promotion et l'évaluation de la qualité technique des interventions dans les missions
- Contribuer à la définition et la mise à jour des stratégies d'intervention mis au point par les missions
- Disséminer normes techniques internes et des documents de référence et d'accompagner la mise en œuvre
- Évaluer la conformité aux normes techniques d'ACF par le biais de visites sur le terrain et des audits internes, des recommandations visant à améliorer la performance du programme
- Surveiller le rendement et la qualité des programmes
- Développer l'expertise technique des équipes de terrain
- Capitaliser les meilleures pratiques développées sur les missions
- Proposer des approches innovantes et des méthodologies d'intervention aux missions
- Développer des modules de formation interne et des modules de formation de conduite
- Participer à la gestion des

ressources humaines du secteur CSMP

- Assurer le rôle de référence fonctionnelle du CSMP Chef du Département, d'évaluer leurs compétences et les besoins de développement
- Réaliser des entretiens de recrutement techniques pour les expatriés
- Bref, des expatriés train, et debriefing
- Développer le recrutement pour les experts locaux
- Développer des liens avec les institutions universitaires locales
- Promouvoir les progrès techniques et de contribuer au développement de l'expertise d'ACF dans le domaine
- Participer à l'élaboration de documents de référence sur le secteur
- Solliciter d'autres partenaires (ONG, agences des Nations Unies, des scientifiques dans les instituts, universités, ...) d'échanger des documents et des méthodologies
- Analyser les problèmes rencontrés sur le terrain, proposer des priorités de recherche pour les missions et animer leur réflexion

Le demandeur : Vous êtes titulaire d'un baccalauréat en psychologie (reconnaitre diplôme) et vous avez au moins 6 ans d'expériences professionnelles pertinentes et 4 ans d'expérience humanitaire. Une expérience dans le QG d'une ONG est un plus. Vous êtes connu pour votre capacité à mener des

La suite à la page 19.



JOBS CAMPUS

La suite de la page 18.

recherches sur le secteur concerné.

Excellente diplomatie, négociation et de représentation sont les compétences requises ainsi l'expérience de gestion d'équipe.

Vous avez une forte implication humanitaire. Courant anglais et en français sont nécessaires.

Des visites de terrain seront programmées.

Statut: contrat de HQ - contrat à durée déterminée (12 mois) - temps plein

Salaire annuel : Salaire entre 35k € et 41.5K brute de plus de 13 mois, 21 jours de feuilles supplémentaires (RTT) / an, titres restaurant à 8 € (60% couvert par ACF), l'assurance maladie complémentaire (couvert 80% par ACF), remboursement de 50% des frais de transport en commun.

Date de début: Janvier 12 th 2017

Ville : Paris

Expériences / Formation du candidat

Vous êtes titulaire d'un baccalauréat en psychologie (reconnaitre diplôme) et vous avez au moins 6 ans d'expériences professionnelles pertinentes et 4 ans d'expérience humanitaire. Une expérience dans le QG d'une ONG est un plus. Vous êtes connu pour votre capacité à mener des recherches sur le secteur concerné.

Langues parlées

Courant anglais et en français sont nécessaires.

Qualité du candidat

Excellente diplomatie, négociation et de représentation sont les compétences requises ainsi l'expérience de gestion d'équipe.

Vous avez une forte implication

humanitaire.

Fonctions : Coordination, Gestion de projet, Technicien spécialiste

Activités : Santé

Pays : Europe, France

Contrat CDD

Durée du contrat

12 mois

Salaire / Indemnité

Salaire entre 35k € et 41.5K brute de plus de 13 mois, 21 jours de feuilles supplémentaires (RTT) / an, titres restaurant à 8 € (60% couvert par ACF), l'assurance maladie complémentaire (couvert 80% par ACF), le remboursement des 50% des frais de transport en commun.

Postuler en ligne : <http://recrutement.actioncontrelafaim.org/positions/view/2254/A-Mental-Health-and-Care-Practices-Technical-Advisor>

Date de fin de validité 18/11/2016

OTC

ONLINE TRAINING CENTER

Avis de recrutement

AVIS DE RECRUTEMENT

d'agents de sécurité

OTC souhaite recevoir des candidatures pour le recrutement de **dix (10) agents de sécurité** pour un contrat à durée déterminée.

Lieu d'affectation : Ouagadougou et Bobo Dioulasso.

Taches : surveiller les lieux, s'assurer du respect des procédures de sécurité, maintenir l'ordre et prévenir toute agitation indue, infraction ou vol de biens, faire appliquer les règlements de sécurité en vigueur au sein de

la structure, expulser au besoin les intrus et les flâneurs indésirables, inscrire les visiteurs et délivrer des laissez-passer, diriger et renseigner les visiteurs vers les endroits appropriés, recueillir et enregistrer les objets trouvés, faire des rondes périodiques pour inspecter les zones désignées des bâtiments et relever toutes anomalies.

Profil : être titulaire d'un Certificat d'Etude Primaire (CEP) ou avoir un niveau permettant de lire et écrire, justifier d'une expérience professionnelle de deux (02) années de pratique minimum. Avoir au minimum une taille de 1.70 m, avoir une bonne présentation, avoir une bonne lecture et une

bonne compréhension de la langue française, savoir résoudre un problème mathématique simple.

Dossier à fournir : une pièce d'identité légalisée, le formulaire de recrutement renseigné à retirer au siège de OTC et adressés à Monsieur le Coordonnateur de OTC, à déposer au plus tard le 30/11/2016, au siège de OTC sur l'avenue Tang SOABA, 500 mètres du SIAO.

Procédure de recrutement: sélection sur dossier suivi d'un entretien.

www.formationenligne.bf

02 BP 5805 Ouagadougou 02 /
Renseignement 00226 25 37 73 50



JOBS CAMPUS



Avis de recrutement

La Fondation Sciences-Campus (FSC) souhaite recevoir des candidatures pour le recrutement d'un **Gestionnaire de projet Assistant**.

Rôle: assister le Coordonnateur dans :

- la recherche de financement ;
- le montage des dossiers de financement ;
- élaborer et développer des stratégies d'intervention ;
- contribuer à l'identification et au développement des partenariats au plan national et international ;

- assurer la qualité et la mise en œuvre des projets ;
- assurer le suivi des points d'action d'exécution des projets.

Profil : être titulaire d'un diplôme de niveau Baccalauréat + 2 en gestion de projet ou tout domaines connexes, justifier d'une expérience professionnelle d'au moins deux (02) années, être de bonne moralité, maîtriser la langue française (lu, écrit, parlé), avoir une grande ouverture d'esprit, savoir analyser les besoins, suivre les risques du projet, maîtriser les méthodes, normes et outils de développement, maîtriser les techniques et les méthodes de planification, maîtriser

une démarche qualité, maîtriser les méthodes de conduite de projet.

Dossier à fournir : CV (avec photo récente), lettre de motivation et autres documents (diplômes, attestations et expériences professionnelles) adressés à Monsieur le Président de la Fondation Sciences-Campus (FSC), à déposer au plus tard le 30/11/2016, au siège de la Fondation sur l'avenue Tang SOABA, 500 mètres du SIAO ou par mail à l'adresse recrutement@otc.bf.

Procédure de recrutement: sélection sur dossier suivi d'un entretien.

02 BP 5805 Ouagadougou 02 /
Renseignement 00226 25 37 73 50



ONLINE TRAINING CENTER

Avis de recrutement

URGENT

AVIS DE RECRUTEMENT d'une Secrétaire de Direction

OTC souhaite recevoir des candidatures pour le recrutement d'une **Secrétaire de Direction**.

Tâches : gestion des tâches du secrétariat : réception et appel téléphonique, traitement du courrier physique et électronique, rédaction des correspondances, classement et archivage des documents, scannage et envoi des documents par mail.

Profil : être titulaire d'un diplôme de niveau Baccalauréat + 2 dans le domaine du secrétariat, justifier d'une expérience professionnelle de deux (02) années minimum, maîtriser l'outil informatique, avoir une bonne connaissance de Microsoft Office, être disponible, discrète, être de bonne moralité, être courtoise, maîtriser la langue française, avoir une bonne présentation, etc.

Dossier à fournir : CV (avec photo récente), lettre de motivation et autres documents (diplômes, attestations

et expériences professionnelles) adressées à Monsieur le Coordonnateur de OTC, à déposer au plus tard le plus tôt possible, au siège de OTC sur l'avenue Tang SOABA, 500 mètres du SIAO ou par mail à l'adresse recrutement@otc.bf.

Procédure de recrutement: sélection sur dossier progressivement suivi d'un entretien.

www.formationenligne.bf

02 BP 5805 Ouagadougou 02 /
Renseignement : 25 37 73 50



ANNONCES

1/2 PAGE

ESPACE RÉSERVÉ POUR VOS ANNONCES

+226 72 08 03 03

1/2 PAGE

ESPACE RÉSERVÉ POUR VOS ANNONCES

+226 72 08 03 03



Universités & Ecoles à consulter pour la rentrée 2016-2017

MINISTRE DE L'ENSEIGNEMENT
BURKINA FASO SUPERIEUR, DE LA
RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET
DE L'INNOVATION

SECRETARIAT GENERAL

UNIVERSITE OUAGA I
Pr Joseph KI-ZERBO

PRESIDENCE

BURKINA FASO
Unité-Progrès-Justice



N° 2016 _____ /MESRSI/SG/UO1-PJKZ/P.

COMMUNIQUE TEST COMMUNICATION & JOURNALISME

Le Président du Conseil de la Formation et de la Vie Universitaire porte à la connaissance du public qu'il est ouvert au Département Communication et Journalisme de l'Unité de Formation et de Recherche en Lettres, Arts et Communication (UFR//LAC) un test de recrutement d'étudiants en première année de Licence pour l'année universitaire 2016 - 2017.

La durée de la formation est de trois (3) ans et est sanctionnée par une Licence des Sciences et Techniques de l'Information et de la Communication avec trois options :

- **Communication d'entreprise / relations publiques**
- **Communication pour le développement.**

- **Journalisme**

Les conditions et modalités d'accès à cette filière de formation universitaire et professionnelle sont les suivantes :

- Une demande écrite de participation au test d'entrée adressée à Monsieur le Président de l'Université Ouaga I ;
- Une photocopie légalisée du baccalauréat session 2016 ou 2015 ou de l'attestation de réussite au baccalauréat session 2016 ;
- Une photocopie légalisée des relevés de notes du baccalauréat ;
- Une copie de l'acte de naissance ;

La suite à la page 23.



Universités & Ecoles à consulter pour la rentrée 2016-2017

La suite de la page 22.

- Une quittance des frais de participation fixés à quinze mille (15. 000) FCFA pour chaque candidat.

L'épreuve orale est fixée au **vendredi 18 novembre 2016 à 08 heures** au Département Communication et Journalisme.

Le nombre de places disponibles est de vingt cinq (25).

Par ailleurs dix (10) places sont disponibles pour les candidats qui souhaitent être recrutés sur dossier et prêts à payer des frais de formation de Deux cent cinquante mille (250. 000) francs CFA/an.

Les épreuves écrites du test se composent ainsi qu'il suit :

- **Une épreuve de français** portant sur la maîtrise de l'expression écrite ;
- **Une épreuve d'actualité et de culture générale** portant sur la connaissance du monde contemporain.

N.B. : Les demandes d'inscription et les dossiers de candidature seront reçus au **secrétariat de l'UFR - LAC** de l'Université Ouaga I du **24 octobre au 31 octobre 2016 de 08 heures à 15 heures.**

Les épreuves écrites se dérouleront le **jeudi 03 novembre 2016 à 7 heures à l'amphi B** ainsi qu'il suit :

Le régime d'examen terminal unique n'est pas admis dans le département. La présence aux cours est obligatoire.

- **7 heures à 10 heures : Epreuve de français**
- **10 heures 30 minutes à 12 heures 30 minutes : Epreuve d'actualité.**

Les candidats sont informés que l'admission définitive au test de recrutement ne donne pas droit automatiquement à l'obtention de la bourse nationale.

A l'issue des épreuves écrites, les candidats admissibles prendront part à une épreuve orale portant sur la motivation et les aptitudes à exercer dans les domaines de la communication.

Pr Rabiou CISSE

Chevalier de l'Ordre National Des Palmes Académiques du CAMES

Les résultats de l'admissibilité seront publiés le **mercredi 16 novembre 2016 à 16H.**



Universités & Ecoles à consulter pour la rentrée 2016-2017



Sise à Ouaga 2000 face à
l'immeuble de l'ARCEP

BOURSES D'ETUDES AUX BACHELIERS SESSION 2016

Filières concernées :

- ✓ Statistique et Informatique Décisionnelle
- ✓ Yield Manager
- ✓ Génie Logistique et Transport
- ✓ Droit

**(-) 50% sur les frais de scolarités pour les 30
premiers inscrits par filière***

Délai de réception des dossiers de préinscription : 05 septembre 2016

Université Ouaga 3S, pour une insertion professionnelle réussie !

**sous réserve de conditions*

Renseignements : Tel. : 72 91 14 54 / 65 52 36 36 / 25 50 54 00

Université Ouaga 3S, pour une insertion professionnelle réussie !
DUT, LICENCE, INGÉNIORAT, MASTER, DOCTORAT
+226 65 52 36 36
Université OUAGA 3S/ Ouagadougou. Tél +226 72 91 14 54 / 25 60 53 00 / 25 60 14 00 - www.univ-ouaga3s.org - un3s@univ-ouaga3s.org
Autorisation d'ouverture par Arrêté n° 2011-328/MESS/SG/DGERS/DEP/ du 27 septembre 2011

**Vous êtes ambitieux ? Vous devez être un leader !
Exigez la qualité !**

L'UO3S vous offre cette opportunité grâce à sa maîtrise du système LMD.

DUT

- * Finance - Comptabilité
- * Gestion commerciale
- * Génie Logistique et Transport
- * Secrétariat de Direction Bilingue (anglais et chinois)
- * Statistique et Informatique Décisionnelle



INGENIORAT

- * Informatique
- * Calcul



MASTER

- * Statistique et Analyse Economique
- * Ingénierie Financière
- * Droit des collectivités locales
- * Sciences Economiques et de Gestion

LICENCE

- * Sciences et Technologies, Parcours :
Mathématiques et application aux sciences
- * Sciences Economiques et de Gestion,
Parcours Monnaie - Banque - Finance
- * Sciences Juridiques, Politiques et de
l'Administration, Parcours Droit.
- * Statistique et Informatique Décisionnelle

LICENCE PROFESSIONNELLE

- * Finance - Comptabilité
- * Gestion commerciale et Marketing
- * Secrétariat de Direction Bilingue
- * Direction et Gestion des PME
- * Systèmes, Réseaux, Internet et Logiciels Libres
- * Communication et Gouvernance des
Collectivités Territoriales
- * Statistique et Informatique Décisionnelle

DOCTORAT

- * Mathématiques
- * Sciences Economiques et de Gestion



Universités & Ecoles à consulter pour la rentrée 2016-2017



ISC-BOBO

Ecole Supérieure des Sciences et Technologies

*Les bacheliers sont informés de l'ouverture des inscriptions en
1^{ère} et 2^{ème} année dans les filières suivantes :*

- 1. Sciences et Technologies de l'Eau, de l'Environnement et de l'Energie, option :**
 - Infrastructures Hydrauliques
 - Eau et Assainissement
 - Génie Electrique et Energétique
 - Génie Civil
- 2. Banque et Microfinance, option :**
 - Banque
 - Microfinance
 - Assurance
- 3. Génie Informatique, option :**
 - Système d'Informations et Réseaux
 - Réseaux Informatique et Télécommunication
- 4. Gestion des ONG et des Associations, option :**
 - Gestion et Organisation des Entreprises
 - Gestion des Projets
 - Gestion des ONG
 - Gestion des Associations
- 5. Autres filières disponibles**
 - Marketing
 - Transport logistique
 - Finance-Comptabilité
 - Communication

*Situé au centre de la ville de Bobo, Avenue Guillaume Ouédraogo/Immeuble Sanga Mady 1^{er} et
2^{ème} étage*

01 BP 2530 Bobo-Dioulasso 01

*Tél : +226 72 07 09 09 / +226 20 95 47 46/ +226 72 08 03 03/ +226 70 01 05 05 / +226 77 20
00 26 / Email : isc@iscbobo.com / Site WEB : www.iscbobo.com*



Universités & Ecoles à consulter pour la rentrée 2016-2017

FONDATION SCIENCES-CAMPUS

I S C-BOBO

Ecole des Sciences et Technologies de Bobo
Dioulasso

01 BP 2530 Bobo Dioulasso 01
Tél. : 00226 20954746
Email : isc@sicbobo.com



Burkina Faso

Unité-Progrès-Justice

APPEL A CANDIDATURES

Pour le recrutement d'étudiants de la 2e Promotion de

Licence en Sciences et Technologies de l'Eau, de l'Environnement et de l'Energie (STEEE)

Le Président de la Fondation Sciences-Campus informe le public de l'ouverture des inscriptions pour le **recrutement de la deuxième promotion d'étudiants de Licence en Sciences et Technologies de l'Eau, de l'Environnement et de l'Energie, à l'Institut Supérieur des Sciences et Technologies (ISC-Bobo) pour la rentrée 2016-2017.**

Compétences visées : A l'issue de la formation, le titulaire de la Licence (Bac +3) disposera :

- Des connaissances en sciences de base et informatique appliquée,
- Des connaissances en techniques de base,
- Une approche des métiers à travers les enseignements de techniques appliqués dans les domaines, des Infrastructures Hydrauliques, de l'Eau et Assainissement, du Génie Electrique & Energétique, du Génie Civil, du Système d'Information et des Mines.

Débouchés : A l'issue de cette formation de six (6) semestres, le titulaire de la Licence aura acquis un bon niveau pour la poursuite des études en Master d'ingénierie ou intégrer le milieu professionnel.

Modules : Un tronc commun consacré aux enseignements en Sciences de base (Mathématiques, Biologie, Chimie, Géologie, électrotechnique...), Techniques de base (Calcul de structures, Hydraulique...), Techniques appliquées (Topographie, Dessin Technique, Génie Civil...) et les enseignements spécifiques selon les options.

Options /Filières de spécialisation: au sixième semestre les options sont orientées en :

- Infrastructures Hydrauliques
- Eau & Assainissement
- Génie Electrique & Energétique

- Génie civil

Conditions d'accès : la Licence STEEE est ouverte aux titulaires de Baccalauréat pour six semestres d'études donc 3 ans et aux titulaires des diplômes suivant ou leurs équivalents : DEUG, DUT, BTS pour deux semestre d'études donc 1 an.

Frais de scolarité : Formation : 275.000 FCFA /an, Frais d'inscription : 5.000 FCFA, Frais de session/en cas de reprise: 15.000 FCFA/UE

Autres frais : sont à la charge des étudiants, les frais de tenue universitaire, des feuilles de devoir, d'assurance pour les étrangers, de bibliothèques, les frais de transports et autres frais personnels.

Dossiers : Attestation ou dernier diplôme + Carte d'Identité et Fiche d'inscription à déposer au service de l'orientation au plus tard le 30 Septembre 2016 ou envoyer à ISC Bobo 01 BP 2530 Bobo Dioulasso 01.

Début des cours : 15 Octobre 2016 sur le campus au centre-ville de Bobo Dioulasso, Avenue Guillaume Ouedraogo.

**Le Président,
Siaka GOW**

Adresse : Avenue Guillaume Ouedraogo/Immeuble Sanga Mady/ 01 BP 2530 Bobo-Dioulasso 01 /

Tél. : +226 95 20 47 46 / +226 72 08 03 03/ +226 72 07 09 09/ +226 77 20 00 26

Email : isc@iscbobo.com / www.iscbobo.com / Skype : [iscforum](https://www.skype.com)



Fondé le 26 août 2013.

02 BP 5805 Ouaga 02
Burkina Faso

Tél: + 226 76609721

E-mail: redaction@sc-mail.info

Site web:

www.sciences-campus.info

Publications semestrielles et quotidiennes

Autorisations

n°5509P/2013/CAO/TGLO/P.F.

n°1238/2016/CAO-TGI/OUA/P.F

Administration

OTC

Fondation Sciences-Campus

Directeur de publication

Siaka GOW

Directrice des rédactions

Eliane Bayala

Equipe de reportage

- Aris KUSIELE Somda

- Bernadette Dembélé

- Valentin Mano

- Rélwendé Hervé Roamba

- Bernard M' Pempé Hien

Correspondants des provinces du Burkina

- Karim Ouattara

- Francois blanc

- Boureima Sogoba

-Augustin Irwaya Ouedraogo

- Tigiane Antoine Ki

- Blaise Sama

- Jean Paul Yekpaye

- Grégoire Zongo

- Mamadou Goh

- Désiré Guigma

- Jérôme Bissyendé

-Yves Sanou

- Frédéric Po0da

- Valentin Ouedraogo

- Blaise Sama

- Diloma Jacques

- Moumouni Guio

- Nicole Ouedraogo

-Amédée Silga

- Karim Koala

- Ouaboué Bakouan

- Albert Tarpaga

-Paul Soma

-Arjouman Saganogo

- Joseph Kaboré

-Valentin Singbéogo

- Issa Sepama

- Hermann Toé

- Steven Issouf Barro

Correspondants pays

Montage

Eliane BAYALA

Oeil du professionnel

Distribution

Téléchargeable sur:

www.sciences-campus.info

Abonnement, insertion, couverture médiatique

+226 76609721

+226 72080505

+22672080303

E-mail: redaction@sc-mail.info

Représentation Bobo Dioulasso

Tél: +226 20954746

+226 72070909

Des questions de la recherche

Des questions des Universités

Des questions des Ecoles

Des questions d'Actualité

Des questions d'emplois

Les réponses dans Sciences-Campus Info au quotidien

en version numérique à télécharger.

PHARMACIES DE GARDE DE OUAGADOUGOU

29 10 2016 AU 05 11 2016 Groupe 2

AEROPORT	22625314222	METEBA	22625335333
AMARO	22625343328	NAYYIRA	22625481841
AR RAHMA	22625350986	NEIMA	22625355682
AUGUSTINE	22625376100	NEMADIS	22625373041
BARK WENDE	22625408590	PROGRES	22625430162
CITE AN	22625331966	PROVIDENCE	22625318648
BOULMIIOUGOU	22625431268	ROOD WOOKO	22625308890
DAPOYA	22625313201	SCHIFFEY	22625402742
DELWINDE	22625367280	SIGRI	22625412148
FLAYIRI	22625407344	SUD	22625384282
FASO	22625381929	TALBA	22625362225
HAMDALAYE	22625343694	TANKO	22625351557
HEERA	22625316610	UNIVERS	22625419965
JABNEEL	22625447870	WATI	22625260053
JOURDAIN	22625360686	YOBI	22625311630
KARPALA	22651292503		
KOULOUBA	22625311918		
MARTIN	22625508459		

ADRESSES UTILES

Ouagadougou

Pompiers: 18/ 25 30 69 48/ 30 69 47

Hôpital ambulance: 25 30 66 44 /45

ONEA: 22 22 76/77 25 34 34 60 - 80 00 11 11

SONABEL: 25 30 61 00

Aéroport: 25 30 65 15

Police secours: 25 30 71 00

Gendarmerie: 25 31 33 40

Bobo-Dioulasso

Pompiers: 18

Hôpital ambulance: 20 97 00 45/ 20 97 00 44

ONEA: 20 97 65 65/ 20 97 00 09/10 - 80 00 11 11

SONABEL: 20 97 00 60 / 98 22 30

Aéroport: 20 97 00 70

Burkina secours: 20 97 01 43

Police secours: 17

Gendarmerie: 20 97 00 59/ 20 97 00 33



Universités & Ecoles à consulter pour la rentrée 2016-2017

MINISTRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR,
DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET DE L'INNO-
VATION

SECRETARIAT GENERAL

UNIVERSITE OUAGA II

PRESDENCE

INSTITUT UNIVERSITAIRE DE FORMATIONS IN-
TIALE ET CONTINUE

Tél. : 25 40 94 04

N° 2016- /MESRSI/SG/OU2/P/IUFIC

BURKINA FASO

Unité – Progrès – Justice



Appel à candidatures pour le Master Professionnel et Recherche en Macroéconomie Appliquée et Finance In- ternationale (MAFI)

Monsieur le Président de l'Université Ouaga II informe le public (Etudiants et Professionnels) de l'ouverture d'un test de recrutement des étudiants de la 5ème Promotion du Master Professionnel et Recherche en Macroéconomie Appliquée et Finance Internationale (MAFI) à compter de la présente rentrée 2016-2017.

Cette formation est ouverte aux titulaires d'un diplôme au moins équivalent à la maîtrise dans les disciplines des sciences économiques et gestion, et se déroulera sur 18 mois.

Les candidats doivent déposer un dossier de candidature adressé à Monsieur le Président de l'Université Ouaga II comprenant :

- Une demande manuscrite adressée à Monsieur le Président de l'Université Ouaga II;
- Une photocopie légalisée du ou des diplômes ;
- Un Curriculum Vitae ;
- Une lettre de motivation exprimant clairement les objectifs poursuivis par le candidat ; - Les relevés de notes ;
- Une attestation d'expérience professionnelle (le cas échéant) délivrée par le supérieur hiérarchique du candidat ;
- Un reçu de paiement des frais de dossier (non remboursable) d'un montant de 15.000 F CFA délivré par l'agence comptable de l'Université Ouaga II;

Les candidats présélectionnés subiront un test écrit et un entretien.

Le test comporte une épreuve d'économie et une épreuve de culture générale.

Dépôt des dossiers de candidatures :

Période : du jeudi 13 octobre au mercredi 26 octobre 2016

Publication des résultats de la présélection :

Test écrit : samedi 29 octobre 2016

Entretien : jeudi 03 novembre 2016 (recherche uniquement)

Résultats : mardi 08 novembre 2016

Frais de formation :

MAFI Professionnel : 750.000 F/an + 50.000 F pour inscription)

MAFI Recherche : 350.000F /an + 15 000F pour inscription

Pour de plus amples informations, prendre contact avec le :

- Secrétariat du Directeur de l'UFR/SEG, Tél. (226) 25 47 11 67

**Le Président Pr. Stanislas OUARO Chevalier de l'Ordre des
Palmes académiques**



Universités & Ecoles à consulter pour la rentrée 2016-2017

MINISTRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR,
DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET DE L'INNO-
VATION
SECRETARIAT GENERAL
UNIVERSITE OUAGA II
PRESIDENCE 12 BP 417 Ouagadougou 12
Tél. (226) 25 36 99 60 N°2016

BURKINA FASO
.....
Unité – Progrès – Justice

_____/MESRS/SG/OUII/P COMMUNIQUE



Appel à candidatures pour le test de recrutement d'étudiants pour les 1^{re} promotions des Masters en Ingénierie Mathématique – Economie et Ingénierie Statistique Economie

Monsieur le Président de l'Université Ouaga II informe le public de l'ouverture d'un test de recrutement de 50 étudiants pour les 1^{re} promotions des Masters en Ingénierie Mathématique – Economie et Ingénierie Statistique Economie pour la rentrée 2015-2016.

Cette formation est ouverte aux personnes titulaires du diplôme de la licence en Mathématiques ou en économie ou tout autre diplôme reconnu équivalent et se déroulera sur 02 ans dont 03 mois de mise à niveau en Mathématiques pour les économistes et en économie pour les Mathématiciens ; la 1^{re} année est un tronc commun.

La formation est sanctionnée par un Master en Ingénierie Mathématique pour l'Economie, les Finances et l'Actuariat et un Master en Ingénierie Statistique Economie.

Les candidats doivent déposer un dossier de candidature comprenant :

- Une demande manuscrite adressée à Monsieur le Président de l'Université Ouaga II;
- Une photocopie légalisée de l'attestation de la licence et des relevés de notes de la 1^{re} année à la 3^e année ;
- Un Curriculum Vitae ;
- Une lettre de motivation exprimant clairement les objectifs poursuivis par le candidat ;
- Un reçu de paiement des frais de dossier (non remboursable) d'un montant de 15.000 F CFA délivré par l'agence comptable de l'Université Ouaga II.

Les candidats présélectionnés subiront un test écrit et un entretien.

Le test comporte, pour les économistes, une épreuve de mathématiques générales, une épreuve de statistiques – probabilité, microéconomie et macroéconomie et pour les mathématiciens une épreuve d'algèbre, une épreuve d'analyse, une épreuve de statistique, une épreuve de probabilité et une épreuve de mesure et intégration.

Dépôt des dossiers de candidatures :

Période : du 03 au 24 octobre 2016

Publication des résultats de la présélection :

Test écrit : 27 octobre 2016

Entretien : 29 octobre 2016

Résultats : 31 octobre 2016

Début des cours : 07 novembre 2016

Frais de formation : 750.000 F/an

Pour de plus amples informations, prendre contact avec le :

Secrétariat du Directeur de l'UFR/SEG, Tél. (226) 25 30 73 69

**Le Président Pr. Stanislas OUARO Chevalier de l'Ordre des
Palmes académiques**



ANNONCES

1/2 PAGE

ESPACE RÉSERVÉ POUR VOS ANNONCES

+226 72 08 03 03

1/4 PAGE

ESPACE RÉSERVÉ POUR VOS ANNONCES

+226 72 08 03 03



Les Offres de bourses

BIN /SANS
MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT
SUPERIEUR, DE LA RECHERCHE
SCIENTIFIQUE ET DE L'INNOVATION

SECRETARIAT GENERAL

CENTRE NATIONAL DE L'INFORMA-
TION,
DE L'ORIENTATION SCOLAIRE ET
PROFESSIONNELLE, ET DES BOURSES



Le Ministre

BURKINA FASO
Unité-progrès- justice

Ouagadougou, le 08 juillet 2016juillet 2016

N° 2016- 000677/MESRSI /SG/CIOSPB/
DBAF

A

Tout étudiant candidat à la bourse nationale de 2nd cycle en Afrique

Objet : Informations relatives aux bourses nationales de
2nd cycle

Il est porte à la connaissance des étudiants désireux d'entreprendre des études de 2nd cycle en Afrique que l'octroi de la bourse répond a des critères définis a l'article 45 du décret 2008-865/PRES /PM/ MESSRS /MEF/MFPRE/MJE du 30 décembre 2008 portant définition des divers régimes de bourses d'études au Burkina Faso et fixation des modalités de leur contingentement .

I. MODALITES ET CONDITIONS D'ATTRIBUTION

Les bourses de 2nd cycle sont attribuées, dans la limite du contingentement en cours, aux étudiants de nationalité burkinabè remplissant les conditions suivantes :

- Etre titulaire d'un BTS, d'un DTS, du diplôme d'ingénieur des travaux, d'un DUT ou d'une licence, avec au moins la mention « assez bien »,
- Avoir 26 ans au plus.

Les bourses sont attribuées au regard des besoins de développement du Burkina Faso.

Les filières et les lieux de formation retenus pour les bénéficiaires sont aussi fonction de ces priorités et de correspondent pas nécessairement aux souhaits manifestés. Les inscriptions obtenues indépendamment par des étudiants suite à leurs démarches personnelles n'entraînent pas l'octroi systématique de la bourse nationale.

II. COMPOSITION DU DOSSIER

Toute demande de bourse de 2nd cycle doit recueillir l'avis de l'université du postulant avant l'examen du dossier par la commission nationale des bourses d'études et des stages (CNBES)

Le dossier de candidature doit comporter les pièces suivantes :

- Une demande manuscrite timbrée a 200f CFA (timbre fiscal) adressée a monsieur le Ministre de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche Scientifique et de l'innovation. Cette demande doit porter sur sa troisième page, les avis des supérieurs hiérarchiques (Chef de département, Directeur d'UFR , d'Institut ou d'Ecole, Président d'Université) du postulant et la décision du Ministre de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche Scientifique et de l'In-

novation sur la quatrième page ;

- Un extrait d'acte de naissance
- Un certificat de nationalité burkinabè
- Les copies légalisées des diplômes (ou attestation des diplômes) :
 - Du baccalauréat, du DUT/DTS /BTS, de la licence ou du diplôme d'ingénieur des travaux ;
 - Des relevés de notes des deux (02) OU trois à (03) dernières années d'études ;
- Un curriculum vitae
- Une attestation de préinscription et un document indiquant les coûts de la formation sollicitée ;
- Une lettre de motivation

IL est rappelé aux candidats que les établissements privés ne sont pas éligibles aux bourses nationales.

En raison des difficultés d'inscription et du faible quota de bourses allouées, ne seront pris en compte pour la compétition que les candidats remplissant les conditions et disposant du diplôme de DUT/ DTS BTS, de licence ou du diplôme d'ingénieur des travaux au moment des travaux de la commission nationale des bourses d'études et de stages (CNBES)

Les Candidats déjà titulaires de la maitrise ne sont pas éligibles à la bourse nationale de second cycle.

La date limite de réception des dossiers de candidatures au Centre National de l'Information, de l'Orientation Scolaire et Professionnelle, et des Bourses (CIOSPB) est fixée au vendredi 25 novembre 2016.

P/Le Ministre et par délégation, le
Le Secrétaire général
Pr Tanga Pierre ZOUNGRANA
Chevalier de l'Ordre national

30 & 31 octobre 2014 - 30 & 31 octobre 2016

An 2 de l'insurrection populaire



**Vive le Burkina Libre!
Vive le peuple burkinabè!**